

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 Dijon

Dijon, le 13/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**TITANOBEL**

ETABLISSEMENT DE VONGES

Route de Pontailler

21270 Vonges

Références : 2025 - 278

Code AIOT : 0005401343

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2025 dans l'établissement TITANOBEL implanté Route de Pontailler 21270 Vonges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

### **OBJECTIFS DE L'EXERCICE:**

Tester la connaissance du POI par le personnel;

Tester la mise en place de l'organisation POI;

Tester la mise en œuvre des moyens de secours interne;

Tester les moyens de communications internes et avec DREAL (SIMULATION);

Tester les moyens de premiers prélèvements (et analyses) environnementaux.

### **DESCRIPTION DU SCENARIO :**

Incendie découvert lors de la prise de poste (mardi 10 juin à 3h30, retour du week-end de Pente-

côte) : incendie dans le local technique du bâtiment 815 et propagation à la zone de production (non encore en service)

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TITANOBEL
- Route de Pontailler 21270 Vonges
- Code AIOT : 0005401343
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'installation est autorisée pour la fabrication et le stockage d'explosifs. Le site est classé SEVESO Seuil Haut.

**Thèmes de l'inspection :**

- Explosifs

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Formation du personnel aux situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
2	Dispositions POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et pt 5 de l'annexe I	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice a permis de mettre en évidence la réactivité de l'exploitant, la connaissance du POI par l'ensemble des acteurs impliqués et l'efficacité de la mise en œuvre des actions du POI.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Formation du personnel aux situations d'urgence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b>  L'inspection a pu tester, en condition d'exercice inopiné (hors heures ouvrables et le lendemain d'un week-end prolongé) la réactivité de l'exploitant à l'annonce du scénario d'accident.

<p>Le cadre d'astreinte était présent dans le 1/4h qui a suivi l'alerte.</p> <p>Les agents présents sur place ont eu les bons réflexes quant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'alerte du cadre d'astreinte;</li> <li>- la mise en sécurité des personnes;</li> <li>- l'application des consignes (en l'espèce, évacuer la zone à risque et se mettre en poste aux entrées GS1 et GS2 afin d'accueillir les secours et interdire l'entrée au site).</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Dispositions POI

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et pt 5 de l'annexe I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art. 5:</p> <p>[...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.</li> </ul> <p>Le plan d'opération interne précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher</li> </ul> <p>[...]</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Point n°5 de l'annexe I:</p> <p>Gestion des situations d'urgence:</p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.</p>

Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.

Ces procédures font l'objet :

- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;
- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.

**Constats :**

L'exploitant a réagi en temps réel à l'évolution du scénario imposé par l'inspection.

L'ensemble du personnel a eu de bons réflexes et a su s'adapter au déroulement des événements.

La cellule de crise de l'exploitant s'est créée au fil de l'exercice, ce qui a permis à l'exploitant d'augmenter sa capacité de réaction face aux sollicitations de l'inspection (appels simultanés de divers intervenants extérieurs) et à l'évolution de l'évènement.

L'inspection note que l'extraction de la liste des personnes présentes et de l'état des stocks pourrait être anticipée pour pouvoir être présentée aux pompiers dès leur arrivée.

Une attention particulière doit être portée sur la transmission des informations aux acteurs arrivant au cours de l'évènement et/ou sur le site.

L'exploitant veillera à disposer des moyens et équipements adaptés pour faire face aux conditions et éléments extérieurs (météorologie, jour/nuit...): matériel, EPI (équipements de protection individuelle)...

La réalisation des prélèvements environnementaux en interne a été testée. L'exploitant indique que, par défaut, tous les paramètres sont analysés, sauf indication contraire du directeur des opérations internes ou d'un "sachant".

**Type de suites proposées :** Sans suite